

Date :
N° de version du document : 1

Caractère du document :
Public
Interne
confidentiel
ne pas diffuser sans autorisation
autre

Faculté de Pharmacie

Dispositions facultaires spécifiques adoptées par le Conseil académique du 23 septembre 2024

Conseil académique
23 septembre 2024
Annexe n° 262

Conformément au point f) des dispositions liminaires du Règlement général des études 2024-2025 (RGE) adopté par le Conseil académique du 27 mai 2024, les facultés peuvent définir des dispositions spécifiques au présent règlement, lesquelles précisent exclusivement les articles 48, 74, 75, 81, 93, 94 et 102 de ce règlement.

Art. 48 : Travail de fin d'études

Le mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études fait partie des épreuves d'évaluation du deuxième cycle et peut valoir entre 15 et 30 crédits, conformément à l'article 126 du décret.

Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'apprentissage, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelle permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant. Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère.

Dispositions spécifiques en Faculté de Pharmacie

Les modalités pratiques relatives au mémoire sont consignées dans un guide défini « Guide du mémoire de Master en Sciences Pharmaceutiques » et sont accessibles sur l'UV.

Les modalités pratiques relatives au stage sont consignées dans le « Règlement des stages », accessible sur l'UV.

Art. 74 : Session ouverte

Par exception à l'article 37 du présent règlement, les jurys peuvent, pour des raisons de force majeure dûment motivées, prolonger une période d'évaluations d'un étudiant au quadrimestre suivant, sans toutefois pouvoir dépasser une période d'un mois au-delà de la fin de la période d'évaluations du premier quadrimestre et de 10 semaines au-delà de la fin des périodes d'évaluation des deuxième et troisième quadrimestres. L'étudiant est alors proclamé « en session ouverte ». Le jury fixe la durée de la prolongation de la période d'évaluations et les unités d'enseignement concernées, conformément à l'article 79, §2 du décret. Les modalités et les dates limites relatives à cette prolongation sont arrêtées dans les dispositions facultaires spécifiques.

Les étudiants inscrits à l'ULB, participant à un programme de mobilité et accueillis dans une institution universitaire dont les périodes d'évaluations sont incompatibles avec le calendrier de l'ULB, peuvent bénéficier de périodes d'évaluations ouvertes particulières, sans pour autant que la prolongation de la période d'évaluations n'excède 10 semaines. En ce qui concerne la période d'évaluations qui clôture le deuxième quadrimestre, eu égard aux vacances d'été, elle peut être prolongée, le cas échéant, jusqu'aux délibérations clôturant le troisième quadrimestre. Les étudiants concernés doivent, pour cela, signaler au président de jury les contraintes extérieures auxquelles ils sont soumis.

Dispositions spécifiques en Faculté de Pharmacie

Hormis la session ouverte proposée par le Jury pour des raisons pratiques, les évaluations ouvertes doivent être sollicitées par l'étudiant, par courriel, auprès du Doyen et du Président du Jury du cycle concerné, avec copie à l'adresse « secretariat.pharma@ulb.be » (c.c.), accompagnées des documents justificatifs utiles, et ce, trois jours ouvrables avant la délibération qui le concerne.

Le Jury fixe les modalités pratiques organisant l'évaluation ouverte pour chaque étudiant concerné dans le respect du RGE.

Art. 75 : Impossibilité de participation à une évaluation

Un étudiant qui, pour des raisons graves et exceptionnelles, ne peut prendre part à une épreuve ou une partie d'épreuve peut solliciter une modification d'horaire, dans les limites des contraintes horaires et matérielles d'organisation des évaluations. En cas de désaccord entre le titulaire et l'étudiant, ce dernier peut solliciter, par écrit, l'arbitrage du président du jury ou du Doyen de faculté. Toutefois, l'envoi d'un certificat médical ou de tout autre document officiel justificatif d'absence ne peut être considéré comme une raison suffisante donnant droit automatiquement à un report d'épreuves à une date ultérieure au cours de la même période d'évaluations.

Dispositions spécifiques en Faculté de Pharmacie

D'une manière générale, les certificats médicaux scannés doivent parvenir par mail dès que possible au Secrétariat de la Faculté (secretariat.pharma@ulb.be). L'original sera déposé dans la boîte aux lettres du Secrétariat (local BC307) dans les 48 heures ouvrables qui suivent la date de fin du certificat dans une enveloppe fermée avec mention du nom, prénom, année d'études, numéro matricule, et liste des UE couvertes par le certificat. Après ce délai, ils ne seront plus pris en compte sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

Art. 81 : Non-respect des dispositions

En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant peut saisir l'instance facultaire, laquelle est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques. Ces dispositions préciseront, le cas échéant, qui contacter lorsque la personne visée par la procédure est, par ailleurs, en charge de celle-ci.

Dispositions spécifiques en Faculté de Pharmacie

En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant envoie un courrier électronique au président de jury du cycle concerné qui prendra les mesures nécessaires afin que les prescrits de l'article 81 soient respectés.

Art. 94 : Neutralisation de l'évaluation

En cas de non-disponibilité d'une note lors de la délibération, l'évaluation peut être neutralisée par le jury. La façon de neutraliser cette dernière est précisée dans les dispositions facultaires spécifiques.

Dispositions spécifiques en Faculté de Pharmacie

Toutes les notes doivent avoir été encodées au plus tard 48 heures avant les délibérations concernées afin d'en permettre la préparation.

Si l'étudiant peut prouver avoir participé à toutes les activités (TP, séminaires, excursions, ...) et les évaluations associées à l'unité de cours et s'il a présenté l'ensemble des autres unités d'enseignement de son PAE, en cas de non-disponibilité d'une note lors de la délibération, le jury peut, s'il estime qu'il y a un préjudice pour l'étudiant, mettre une note correspondant à la moyenne pondérée des autres unités de son PAE ou de l'unité d'enseignement (pour une activité d'apprentissage).

Art. 102 : Procédure

Sous peine d'irrecevabilité, tout recours doit être dûment motivé, il doit exposer par écrit l'irrégularité sur laquelle il se fonde, préciser en quoi ladite irrégularité soulevée affecte défavorablement l'étudiant et être envoyé selon les dispositions facultaires spécifiques en vigueur dans la faculté concernée auprès du président de la commission de recours.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être introduit par courrier électronique à l'attention des personnes compétentes selon les dispositions facultaires spécifiques.

Si le recours est déclaré irrecevable, le président de la commission de recours en informe l'étudiant par écrit.

En cas de recevabilité, le président de la commission de recours saisit alors la commission de recours.

Dans les 15 jours ouvrables suivant le dépôt du recours sauf circonstances exceptionnelles signifiées à l'étudiant, la commission de recours se rassemble, examine les arguments écrits des parties et statue, à la majorité simple. L'étudiant peut demander à être entendu par la commission de recours durant ce délai.

S'il est jugé fondé, le recours est ensuite déféré au jury, lequel arrête, le cas échéant, les mesures nécessaires. Lorsque la constatation de l'irrégularité est de nature à modifier la décision du jury, le président convoque le jury. Les membres du jury faisant l'objet du recours se retirent au moment où celui-ci est mis en délibéré.

Les décisions de la commission de recours et du jury sont motivées. Elles sont notifiées par écrit au plaignant.

Tout au long de la procédure, le principe de confidentialité doit être respecté.

Dispositions spécifiques en Faculté de Pharmacie

Le recours doit être dûment motivé, par écrit et envoyé par mail auprès du Président de la Commission de recours, afin que celui-ci en examine la recevabilité.

La composition de la Commission de recours est disponible dans [le guide étudiant de la faculté](#).